



**Communiqué de presse
GA/10261**

Assemblée générale

7^e & 8^e séances plénières – matin & après-midi

**DE NOMBREUX PAYS RÉCLAMENT DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE UN
ÉLARGISSEMENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ**

La plupart des pays qui se sont exprimés devant l'Assemblée générale, aujourd'hui, au troisième jour de son débat général, ont soulevé la nécessité de réformer, 60 ans après sa création, l'Organisation des Nations Unies, en rendant notamment le Conseil de sécurité plus apte à refléter la réalité géopolitique actuelle.

Pour renforcer sa légitimité, le Conseil de sécurité doit être élargi et sa composition équilibrée, ont plaidé les chefs d'État et de gouvernement et les Ministres qui se sont succédé à la tribune de l'Assemblée générale. Parmi eux, M. Jorge Battle Ibanez, Président de l'Uruguay, a rappelé qu'à sa fondation, l'Organisation ne comptait que 51 membres, contre 191 aujourd'hui.

Pour leur part, la France et le Royaume-Uni, par la voix de leurs Ministres des affaires étrangères, respectivement MM. Michel Barnier et Jack Straw, ont défendu les aspirations à un siège de membre permanent de l'Allemagne et du Japon, qui contribuent à eux deux à hauteur de 28% du budget des Nations Unies, de l'Inde, qui représente un sixième de la population mondiale, et du Brésil, qui a manqué de peu ce statut en 1945. Ces pays devraient être accompagnés d'un pays représentant le continent africain, a précisé M. Barnier, ainsi que son homologue allemand, M. Joschka Fischer.

M. Franco Frattini, Ministre des affaires étrangères de l'Italie, a proposé pour sa part une rotation plus fréquente ou un mandat plus long pour les pays qui contribuent le plus aux objectifs des Nations Unies. Il a estimé en revanche que la nomination de nouveaux membres permanents ne résoudrait pas les difficultés du Conseil, dans la mesure où, selon lui, cet élargissement pourrait être source de division, de frustration et de désengagement parmi les États Membres.

Convaincu que son pays était un candidat particulièrement qualifié, M. Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigéria, qui s'exprimait également en sa qualité de Président de l'Union africaine (UA), a assuré que l'ensemble de l'Afrique soutenait l'élargissement du Conseil de sécurité. M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, a de son côté préconisé l'attribution à ce continent d'au moins deux sièges permanents et de deux sièges non permanents supplémentaires, tandis que M. Alhaji Aliu Mahama, Vice-Président du Ghana, a souhaité que le continent se voie attribuer deux sièges permanents et cinq sièges non permanents.

Comme lors des deux premières journées, le débat a en outre largement porté sur le terrorisme. M. Sergey Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, en a fait l'essentiel de son intervention. Il a expliqué que son pays avait tiré de douloureuses conclusions de l'attaque de Beslan et a appelé les États Membres à entrer dans une nouvelle phase cruciale. La première priorité, à ses yeux, est le renforcement de la coalition antiterroriste. Ensuite, il convient d'établir une stratégie claire fondée sur un cadre juridique acceptable, ce qui implique une actualisation du droit international. M. Lavrov a par ailleurs confirmé que son pays envisageait sérieusement de ratifier le Protocole de Kyoto.

Par ailleurs, M. Silvan Shalom, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Israël, s'en est vivement pris à l'Iran, qui, selon lui, « avec des missiles capables d'atteindre Londres, Paris, Berlin et le sud de la Russie, ne constitue pas seulement une menace pour la sécurité d'Israël, mais aussi pour la

sécurité et la stabilité du monde tout entier ». Il a également regretté qu'Israël n'ait pas de « partenaire palestinien responsable pour réaliser les objectifs de la Feuille de route ».

Outre les orateurs cités, les chefs d'État du Botswana, de la Guinée-Bissau, de la Gambie et du Honduras, les Vice-Présidents du Ghana, de Palau, les chefs de Gouvernement de l'Inde, du Lesotho et de Malte, le Prince Albert de Monaco, les Vice-Premiers Ministres du Swaziland, de la Turquie, et les Ministres des affaires étrangères de la Grèce, du Bangladesh, de l'Autriche, de l'Irlande, du Soudan, de la Bulgarie, du Koweït et de la Serbie-et-Monténégro ont également pris la parole.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain matin, à 10 heures.

Déclarations

M. ABDOULAYE WADE, Président de la République du Sénégal, a plaidé pour la réforme des Nations Unies afin de revitaliser les valeurs du multilatéralisme et de l'universalisme incarnées par l'Organisation. À cet égard, M. Wade a rappelé la position africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, qui préconise l'attribution à l'Afrique d'au moins deux sièges permanents et deux sièges non permanents supplémentaires. À propos de l'universalisme, il a aussi rappelé qu'il lui semblait injuste que la République de Chine –Taiwan, avec 23 millions d'habitants, sa démocratie majeure et son impressionnant dynamisme économique, soit encore tenue à l'écart de la marche de l'Organisation des Nations Unies dont la Charte consacre justement les principes cardinaux de justice et d'universalité. Soulignant l'importance de la lutte contre la pauvreté en adéquation avec les Objectifs du Millénaire pour le développement, le Président du Sénégal a constaté qu'il serait difficile pour l'Afrique d'atteindre ces objectifs vu la marginalisation actuelle de ce continent au sein du commerce international, causée principalement par les subventions à l'exportation des pays développés. Ces subventions, a-t-il ajouté, contribuent à appauvrir les producteurs africains et accroissent le taux de chômage. Dans cet ordre d'idées, M. Wade a rappelé l'importance du désendettement de l'Afrique en vue du développement durable du continent. Il a aussi exprimé le besoin d'éradiquer le problème des criquets pèlerins, dont la récente invasion avait gravement nuit à l'agriculture des régions nord et ouest de l'Afrique.

Par ailleurs, M. Wade a souligné que le Sénégal, Président du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, continuerait à soutenir les populations palestiniennes, et a exhorté la communauté internationale à travailler en vue de la reprise d'un dialogue qui permettrait d'atteindre un règlement équitable et durable de ce différend. À cet effet, le Président du Sénégal a souligné qu'il avait proposé la tenue d'une réunion spéciale sur la situation en Palestine en vue de la création en 2005 d'un État palestinien souverain et viable. Rappelant son engagement à respecter la dignité humaine, qui lui a valu le Prix 2004 de la Ligue internationale des droits de l'homme, M. Wade a souligné qu'il allait soumettre à l'Assemblée nationale un projet de loi visant l'abolition de la peine capitale au Sénégal. La lutte contre le terrorisme, a-t-il ajouté, se doit d'être un effort multilatéral, de même que le combat contre le trafic d'armes légères et contre la pandémie du VIH/sida. Concernant ce dernier point, M. Wade a précisé que le Sénégal garantissait l'accès gratuit à l'antirétroviral pour tous les malades, afin de lutter efficacement contre ce fléau.

M. TASSOS PAPAPOPOULOS, Président de la République de Chypre, a rappelé que cette année marquait le trentième anniversaire de l'occupation de 37% du territoire chypriote à la suite de l'invasion de l'île par les troupes turques. Depuis 30 ans également, les Chypriotes grecs s'efforcent inlassablement d'obtenir un règlement pacifique et juste, avec le soutien de la communauté internationale, a-t-il déclaré. Il a souligné que la dernière tentative du Secrétaire général des Nations Unies pour résoudre la question chypriote a abouti à un plan, qui a été décrit par certains comme une chance historique de régler l'un des différends internationaux les plus anciens. M. Papadopoulos a brièvement indiqué la raison pour laquelle, malgré le dur labeur investi dans ce processus, le résultat de cet effort a été jugé inadéquat et a été très loin des attentes minimales des Chypriotes grecs. Il a ainsi estimé que le plan du Secrétaire général n'était pas le fruit de négociations et ne constituait pas, à ses yeux, une solution acceptable pour les parties. De même, le plan ne place pas, selon lui, l'accent nécessaire sur une solution conduisant à un État unique avec un gouvernement central apte à garantir le caractère souverain unique de Chypre. Enfin, pour lui, le plan ne reflète pas les inquiétudes sérieuses de la communauté chypriote grecque concernant sa sécurité et la bonne application du plan. Le rejet du plan par les Chypriotes grecs ne signifie pas pour autant que ceux-ci rejettent l'unification, a-t-il ajouté. Nous restons attachés à une solution qui garantisse la réunification du pays, de son économie et de son peuple, a-t-il souligné, plaidant en faveur d'une solution sur la base d'une fédération de deux zones et de deux communautés, et insistant sur le retrait de l'île des troupes et des

colons, le respect des droits de l'homme pour tous les Chypriotes, une résolution juste des questions foncières et de propriété en accord avec les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme et le respect du droit au retour des réfugiés.

L'accession de Chypre à l'Union européenne, conjugué avec l'absence d'un accord sur le règlement de la question chypriote, malgré nos efforts et notre préférence pour un règlement avant l'accession, signifie la fin d'une ère et le commencement d'une nouvelle. M. Papadopoulos s'est dit certain que le nouveau contexte défini par l'accession de son pays à l'Union européenne et par la volonté expresse de la Turquie de progresser sur la voie européenne offre une opportunité unique et pourrait avoir un effet de catalyseur pour aboutir à un accord sur le règlement de la question de Chypre. Notre vocation est d'être des partenaires et non des ennemis, a-t-il affirmé, lançant un appel à la Turquie pour tourner la page et chercher des solutions qui soient mutuellement bénéfiques.

M. FESTUS MOGAE, Président de la République du Botswana, a insisté sur l'importance des Objectifs définis dans la Déclaration du Millénaire pour le développement et la paix dans le monde. M. Mogae a regretté que les conflits, tels que la guerre en Iraq, continuent de miner les efforts de la communauté internationale pour lutter notamment contre la pauvreté. M. Mogae a également regretté que les réformes économiques structurelles entreprises par certains pays en voie de développement soient freinées par la lenteur des négociations multilatérales en matière de commerce. À ce titre, le Président du Botswana a indiqué qu'en dépit des déclarations vigoureuses faites lors du Sommet du Millénaire, près de la moitié de la population de l'Afrique subsaharienne vit encore avec un dollar par jour. S'agissant de la pandémie du VIH/sida, M. Mogae a estimé que, malgré les ravages causés par cette maladie qui touche quelque 40 millions d'individus dans le monde - dont 26 millions pour la seule Afrique subsaharienne -, son pays avait pu mener des programmes d'intervention efficaces pour sauver des vies et redonner l'espoir à la population du Botswana. Toutefois, le défi le plus urgent à relever est celui de la fourniture à cette population de traitements antirétroviraux, qui requiert une assistance internationale accrue, a poursuivi le Président.

En tant qu'Africains, a continué M. Mogae, nous admettons notre part de responsabilité dans la persistance de nombreux conflits absurdes qui empêchent notre continent d'accéder à la stabilité. C'est pourquoi a été établi en mai le Conseil pour la paix et la sécurité de l'Union africaine, qui a déjà permis le déploiement de soldats de la paix au Burundi et d'observateurs de la paix au Darfour. Cependant, la résolution de ces conflits reste tributaire de l'aide internationale, a expliqué M. Mogae. Il a ainsi pris l'exemple de la situation au Darfour où, selon lui, la communauté internationale doit prendre les mesures d'urgence qui s'imposent pour stopper la détérioration des conditions de sécurité et améliorer le sort des populations. Nous exhortons le Gouvernement du Soudan à respecter la résolution 1564 du Conseil de sécurité pour faciliter l'acheminement sur place de l'aide humanitaire, a-t-il déclaré. Le Président de la République du Botswana a poursuivi sa déclaration en demandant à l'Assemblée jusqu'à quand l'humanité pouvait endurer l'escalade de violence qui sévit au Moyen Orient. À cet égard, M. Mogae a souhaité que des solutions politiques négociées soient trouvées au plus vite à ces conflits. En ce qui concerne le terrorisme, il a appelé à l'unité d'action de tous les pays du monde pour combattre ce fléau qui ne connaît aucune frontière. Enfin il a appuyé la démocratisation du Conseil de sécurité.

En conclusion, le Président de la République du Botswana a réaffirmé l'attachement de son pays à la réforme du Conseil de sécurité. Regrettant fortement sa paralysie actuelle, M. Mogae a exprimé le souhait que le Conseil, au cours de cette session, continue de se démocratiser pour devenir un instrument davantage représentatif de la diversité des membres qui composent les Nations Unies.

M. OLUSEGUN OBASANJO, Président de la République fédérale du Nigéria, s'exprimant également en sa qualité de Président de l'Union africaine, a souhaité le renforcement des organisations régionales et de leur capacité de résolution des crises. L'Union africaine, a-t-il souligné, a pour sa part mis en place cette année un Conseil de paix et de sécurité, dont le premier défi a été la situation au Darfour, qui a ému le monde entier. Remerciant la communauté internationale pour son intervention humanitaire, il a rappelé la double action de l'Union africaine au Darfour: le déploiement de troupes d'observation du cessez-le-feu, ainsi que l'organisation des pourparlers de paix d'Abuja (Nigéria) entre le Gouvernement du Soudan et les mouvements rebelles. Suspendus le 18 septembre, ces pourparlers doivent reprendre le 21 octobre, a-t-il indiqué. M. Obasanjo a salué la constitution d'un Parlement en Somalie et a appelé les Somaliens à rester déterminés à réparer les erreurs du passé. Dans la région des Grands Lacs, il s'est félicité de la mise en place prochaine du Mécanisme conjoint de vérification de la frontière entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. En Afrique de l'Ouest, il a souhaité que l'application

fidèle de l'Accord d'Accra permettra d'entrevoir l'issue du conflit en Côte d'Ivoire. Il a également appelé les partenaires du Libéria à s'acquitter des contributions promises, afin de ne pas retarder inutilement le processus de paix.

Tout en saluant le combat engagé par les Nations unies contre les armes de destruction massive, le Président nigérian a souhaité que ne soit pas oubliée la question des armes légères et de petit calibre, qui tuent chaque jour et provoquent une « destruction monumentale ». À ce titre, il s'est félicité du lancement des discussions sur l'élaboration d'un instrument juridique permettant aux États d'identifier les armes légères et de petit calibre, et a souligné l'énorme potentiel que cet instrument représentait pour l'Afrique. Citant la récente « tentative d'invasion de la Guinée équatoriale », il a par ailleurs appelé les Nations Unies à s'associer à l'Union africaine pour condamner le « rôle inacceptable » joué par les mercenaires et ceux qui les financent en Afrique.

L'Afrique reste engagée dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida, a déclaré M. Obasanjo, qui a remercié les institutions des Nations Unies pour contenir l'avancée de la maladie. Il a annoncé le lancement, le 2 octobre prochain, à Kano (Nigéria) d'un programme de vaccination contre la poliomyélite en coordination avec six autres pays africains dans lesquels des cas de poliomyélite ont été récemment recensés. En conclusion, M. Obasanjo a déclaré que le Nigéria et toute l'Afrique soutenaient l'élargissement du Conseil de sécurité, convaincu que son pays est un candidat particulièrement qualifié.

M. MANMOHAN SINGH, Premier Ministre de la République de l'Inde, a affirmé l'opposition de son pays à la prolifération des armes de destruction massive. Seul un consensus mondial des nations de bonne volonté nous permettra d'être plus efficaces sur cette question, a-t-il observé. Selon lui, la Convention sur les armes chimiques est un bon exemple à suivre pour l'interdiction d'autres armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires. C'est grâce à des institutions représentatives plutôt qu'à des clubs privés de pays privilégiés que nous pourrions faire face aux menaces mondiales posées par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, a-t-il ajouté. Comme l'avait proposé dès 1988 le Premier Ministre indien de l'époque Rajiv Gandhi, l'élimination des armes de destruction massive doit suivre des étapes progressives, basées sur un équilibre des obligations entre les pays qui possèdent de telles armes et ceux qui ne les possèdent pas. Une discussion à l'échelle mondiale serait nécessaire pour établir un ordre de sécurité international plus consensuel, a-t-il poursuivi, insistant sur la nécessité de faire la distinction entre les États dont les actions renforcent la non-prolifération et les États qui affaiblissent cet objectif.

M. Singh a également abordé les relations de son pays avec le Pakistan, rappelant que les deux nations voisines avaient entrepris depuis janvier dernier un dialogue pour tenter de résoudre toutes les questions conflictuelles, dont celle du Jammu-et-Cachemire. Il a ainsi réaffirmé sa détermination à poursuivre ce dialogue pour aboutir à une conclusion mutuellement acceptable. Le Premier ministre indien a également plaidé en faveur d'une réforme des Nations Unies. Une première étape qui rendrait l'Organisation plus représentative consisterait à élargir le Conseil de sécurité et à permettre à l'Inde d'occuper un siège de membre permanent, a estimé M. Singh.

M. JOSCHKA FISCHER, Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, a estimé qu'il ne pourrait y avoir de paix sans développement, et de développement sans paix. Les crises qui menacent la planète, a-t-il précisé, sont le fruit de la pauvreté et du désespoir, et vice-versa. Afin d'adresser plus efficacement ces défis interdépendants, tels la menace nucléaire, le terrorisme, les changements climatiques, les maladies et la pauvreté, M. Fischer a plaidé pour une « réforme courageuse et complète » de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale, a-t-il d'abord estimé, mérite d'être plus qu'une enceinte annuelle. Les questions qui y sont traitées doivent être plus adéquates, a-t-il jugé, et ses méthodes de travail, plus efficaces. Soulignant le potentiel du Conseil économique et social, M. Fischer a exprimé le besoin d'en faire un meilleur usage, notamment dans le domaine du maintien de la paix. Enfin, le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne a estimé que le Conseil de sécurité, dont la composition est restée inchangée en 40^e ans, devait être au coeur de la réforme de l'ONU. Il est indispensable, a-t-il ajouté, que le Conseil reflète la réalité géopolitique actuelle. Pour ce faire, M. Fischer a plaidé pour l'augmentation de ses membres, tant permanents que non permanents, et pour une représentation plus équilibrée des différentes régions. Il a rappelé que l'Allemagne, de même que le Brésil, l'Inde et le Japon, était prête à assumer la responsabilité d'un siège de membre permanent, dont devrait également bénéficier le continent africain, a-t-il ajouté.

M. SILVAN SHALOM, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Israël, s'est interrogé sur les raisons pour lesquelles, 60 ans après la création des Nations Unies, les États Membres étaient aujourd'hui unis. Sommes-nous unis pour la paix et la sécurité? Sommes-nous unis pour la justice et l'équité? Sommes-nous unis contre le terrorisme? Sommes-nous unis contre la tyrannie? Ou ne sommes-nous malheureusement unis que pour des votes majoritaires cyniques et immoraux qui sont le triste reflet des nobles idéaux pour lesquels cette organisation a été fondée? a-t-il lancé. Selon lui, si la communauté internationale demeure plus unie que jamais dans l'opposition à la prolifération des armes de destruction massive, elle réalise aujourd'hui que l'Iran, avec des missiles capables d'atteindre Londres, Paris, Berlin et le sud de la Russie, ne constitue pas seulement une menace pour la sécurité d'Israël, mais aussi pour la sécurité et la stabilité du monde tout entier. L'Iran, a-t-il dit, a pris la place de Saddam Hussein comme exportateur mondial numéro un de la terreur, de la haine et de l'instabilité. M. Shalom a appelé l'Assemblée générale, dans un esprit d'unité et au nom de tous ceux qui souffrent du terrorisme et de la tyrannie, à mettre fin à son obsession à l'égard d'Israël et à faire en sorte que les ressources des Nations Unies soient réparties de manière plus équitable et plus efficace. Il lui a demandé de faire face à la participation active, selon lui, de l'Iran et de la Syrie dans le terrorisme et à l'occupation syrienne du Liban qui se poursuit. Il ne doit pas y avoir de place dans la communauté des nations pour ceux qui favorisent le meurtre des enfants, a-t-il déclaré. Il a appelé l'Assemblée générale à favoriser l'adoption de mesures pratiques pour aider les nations à couper les voies d'approvisionnement financière et politique du terrorisme. Il l'a enfin appelé à aborder la question de la progression de l'antisémitisme et d'autres formes de racisme et d'intolérance. Il a, à cet effet, invité le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général à réunir une session extraordinaire de l'Assemblée sur cette question cruciale.

M. Shalom a jugé que le terrorisme palestinien était la raison fondamentale qui avait empêché le rêve de paix au Moyen-Orient de se réaliser. L'actuelle direction palestinienne a refusé de remplir ses obligations fondamentales au regard de la Feuille de route, préférant accuser Israël de ses propres échecs, a-t-il estimé. Selon le Vice-Premier Ministre israélien, les Palestiniens ne doivent pas être exemptés de la guerre mondiale contre le terrorisme, mais, dans leur intérêt, doivent y être tout au contraire associés. Il a jugé que les solutions pour les Palestiniens et les Israéliens ensemble se trouvaient à Gaza et à Ranallah et non à La Haye ou à New York. M. Shalom a regretté qu'Israël n'ait pas de partenaire palestinien responsable pour réaliser les objectifs de la Feuille de route. Il a en outre souligné que la barrière de sécurité érigée par son pays l'avait été pour arrêter les vagues d'attaques palestiniennes qui se succèdent. Cette barrière ne coûte aucune vie, elle sauve des vies, a-t-il affirmé, précisant qu'elle n'était pas irréversible. M. Shalom a enfin indiqué que le Gouvernement israélien, désireux d'établir un vrai dialogue pour résoudre le conflit au Moyen-Orient, était prêt à parler avec tous les dirigeants, qu'ils soient syriens, libanais ou palestiniens, qui viendraient à la table des négociations sans terrorisme et avec l'intention de trouver des solutions mutuellement acceptables pour nos différences.

M. ALBERT H. N SHABANGU, Vice-Premier Ministre du Royaume du Swaziland, a déclaré que son pays était préoccupé par le risque que fait peser sur la sécurité internationale la propagation d'armes de destruction massive. À ce titre, le Traité de non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sont des outils indispensables pour juguler la diffusion de ces arsenaux qui alimentent la menace terroriste. C'est pourquoi le régime de non-prolifération doit trouver les moyens de son renforcement, a estimé M. Shabangu. En ce qui concerne les questions relatives au développement, M. Shabangu a fait valoir que la création du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qu'il considère comme étant un instrument utile pour lutter à la fois contre les conflits en cours sur le continent et promouvoir la croissance économique, est un pas extrêmement important dans la bonne direction. Notre gouvernement s'attache, par le biais de la Stratégie de développement nationale, à tout mettre en oeuvre pour atteindre d'ici à 2022 les objectifs fixés en matière d'amélioration des conditions de vie des habitants du Swaziland, a par ailleurs indiqué M. Shabangu.

Le sida continue de coûter la vie à de nombreux habitants de mon pays, a-t-il poursuivi. Le Swaziland, a-t-il encore expliqué, s'attaque au fléau sur plusieurs fronts, donnant la priorité à la prévention, aux soins, à l'assistance psychologique et au traitement. Le Vice-Premier Ministre a regretté l'exode de nombreuses infirmières qualifiées vers les pays développés. En conclusion, il a tenu à proposer à l'Assemblée générale de revoir sa position quant à l'admission de la province chinoise de Taiwan aux Nations Unies afin que les 23 millions d'habitants de cette dernière puissent être pleinement associés aux activités de l'Organisation et des institutions du système.

M. PETROS MOLYVIATIS, Ministre des affaires étrangères de la République de Grèce, a réaffirmé la détermination de son pays à œuvrer avec les autres États de la communauté internationale pour

un monde plus sûr et plus juste. Il a souligné que si la lutte contre le terrorisme est devenue la première priorité sur l'ordre du jour international, de nombreux autres fléaux continuent à affliger l'humanité. La Grèce soutient donc la réforme du système international multilatéral. Abordant la question des conflits, le Ministre a estimé, comme le Secrétaire général, qu'il faut passer d'une culture de la réaction à une culture de prévention. Il s'est prononcé pour la recherche de solutions pacifiques aux conflits, sur la base de la Charte des Nations Unies, et avant que la violence n'éclate. Soulignant que la pauvreté constitue le terreau des crises, le Ministre a apporté son soutien aux propositions formulées pour la combattre par les présidents du Brésil, de la France, du Chili et de l'Argentine.

Rappelant que la stabilité demeure précaire dans l'Ouest des Balkans, il a déclaré que la Grèce et la Turquie avaient entrepris des efforts sincères pour améliorer leurs relations bilatérales et que la Grèce soutenait la démarche européenne de la Turquie. L'objectif de la Grèce demeure la réunification de Chypre dans le cadre d'un accord mutuel juste, fondé sur les résolutions du Conseil de Sécurité et le plan du Secrétaire général, compatible avec l'acquis communautaire et les principes de l'Union européenne, a-t-il déclaré, ajoutant que même si les Chypriotes grecs ont rejeté une version spécifique du « Plan Annan » par référendum, ils souhaitent toujours la réunification de leur île. En conclusion, M. Molyviatis a demandé à la communauté internationale de ne pas prendre d'initiative précipitée qui risquerait de renforcer la division de Chypre et il a appelé l'Assemblée générale à soutenir la candidature de la Grèce comme membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2005-2006.

M. FRANCO FRATTINI, Ministre des affaires étrangères de l'Italie, a condamné les prises d'otages, « la dernière forme du terrorisme et la plus odieuse », a-t-il estimé. Il a souhaité un renforcement du dialogue des civilisations parce que, selon lui « les faux prophètes de la terreur répandent leur message de mort grâce à la méconnaissance entre les cultures ». Réaffirmant l'engagement de son pays en faveur du multilatéralisme, il a estimé qu'un multilatéralisme efficace dépendait beaucoup plus d'une volonté politique et d'objectifs partagés, que de structures et de procédures. Il a salué la réforme des opérations de maintien et de renforcement de la paix des Nations Unies, rappelant que l'Italie, sixième contributeur au budget de l'ONU, était aussi l'un des principaux pourvoyeurs de troupes pour ses opérations de maintien de la paix.

Concernant la réforme du Conseil de sécurité, M. Frattini s'est prononcé pour l'établissement de nouveaux sièges non permanents, et a proposé une rotation plus fréquente ou un mandat plus long pour les pays qui contribuent le plus aux objectifs des Nations Unies. Il a estimé en revanche que la nomination de nouveaux membres permanents ne permettrait pas de résoudre les difficultés du Conseil, dans la mesure où, selon lui, cela serait source de division, de frustration et peut-être de désengagement parmi les États Membres. Il a enfin souhaité une relation plus étroite entre les membres du Conseil et leurs groupes régionaux. Il a ainsi affirmé que l'Italie avait toujours œuvré pour que l'Union européenne parle d'une seule voix, une voix plus influente.

M. MICHEL BARNIER, Ministre des affaires étrangères de la France, a exhorté la communauté internationale à « traiter les racines du terrorisme » en redonnant espoir et dignité aux exclus de la planète. Estimant qu'un monde plus sûr et plus libre passerait d'abord par un monde plus juste, il a souligné l'importance de régler les conflits actuels. Concernant le conflit israélo-palestinien, M. Barnier a jugé que la « Feuille de route », dont le retrait de Gaza serait une première étape, devait être appliquée dans sa totalité. Concernant l'Iraq, il a rappelé que son pays n'avait pas approuvé les conditions dans lesquelles le conflit avait été déclenché et ne s'y engagerait militairement ni aujourd'hui, ni demain, tout en indiquant que la France était disposée à aider le peuple iraquien à reconstruire le pays. Expliquant que la justice, la paix et le développement durable étaient interdépendants, le Ministre a estimé que c'est en Afrique que sera gagné – ou perdu - le combat pour la justice.

Jugeant que la terre était « pillée » et que le climat se dégradait, M. Barnier a rappelé que la rareté des ressources avait été, de tout temps, un facteur de conflit. Soulignant que la gouvernance internationale en matière d'environnement était aujourd'hui « très insuffisante », il a souhaité qu'à partir des acquis du PNUE, soit examinée la création d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement lors du Sommet de septembre 2005. M. Barnier a également exprimé l'engagement de son pays afin d'atteindre une mondialisation mieux maîtrisée, qui donnerait à chacun sa chance, en adéquation avec les Objectifs du Millénaire. Dans cet ordre d'idées, il a salué la déclaration de New York sur la faim et la pauvreté, qui vise à dégager des moyens supplémentaires pour le développement. Par ailleurs, M. Barnier a plaidé pour un élargissement du Conseil de sécurité tant au niveau des membres permanents que non permanents, afin d'en améliorer la représentativité et la légitimité, apportant notamment son soutien aux aspirations de

l'Allemagne, du Japon, du Brésil et de l'Inde, qui devraient être accompagnés d'un pays d'Afrique, à un siège de membre permanent.

M. M. MORSHED KHAN, Ministre des affaires étrangères de la République du Bangladesh, a affirmé que les Nations Unies fournissent un cadre essentiel pour les actions de tous ses membres et s'est félicité du plaidoyer contre l'unilatéralisme. Évoquant le 30^e anniversaire, cette année, de l'admission du Bangladesh à l'ONU, il a souligné les progrès accomplis par son pays, en tant qu'État souverain et indépendant, en faveur de la promotion de la paix et du développement, tant au niveau national qu'international. Le Bangladesh, a-t-il proposé, est dit prêt à partager ce savoir-faire. Rappelant que le Bangladesh a été frappé à nouveau cette année par des inondations, il a remercié la communauté internationale pour son soutien.

La pauvreté nourrit le terrorisme, a-t-il ensuite déclaré, demandant, pour améliorer le niveau de vie des populations, que les produits provenant des pays en voie de développement bénéficient d'un traitement préférentiel sur les marchés mondiaux. Dans ce contexte, il a fait valoir les progrès économiques et sociaux réalisés par son pays, citant notamment le fait que le taux de croissance de la population avait diminué de moitié. Le Ministre a par ailleurs rappelé que le Bangladesh est l'un des plus importants contributeurs en matière d'opérations de maintien de la paix et qu'il participe actuellement à 12 des 16 missions en cours. Il a conclu en soutenant que la réforme des Nations Unies ne doit pas être guidée par les intérêts de quelques-uns mais que toute augmentation du nombre de membres au Conseil de sécurité doit notamment être fondée sur une répartition géographique équitable et sur la participation des candidats à la paix et à la sécurité. Ces derniers doivent aussi, selon lui, notamment avoir fait leurs preuves en tant qu'États démocratiques et respecter les résolutions du Conseil de sécurité.

M. ENRIQUE PEREIRA ROSA, Président de la République de Guinée-Bissau, pays où l'espérance de vie ne dépasse pas 50 ans, comme il l'a rappelé, a affirmé qu'en dépit des progrès scientifiques et techniques, des centaines de millions d'êtres humains vivent dans la précarité, la faim et affrontent les épidémies, une situation dangereuse qui conduit à des actes irrationnels menaçant, selon lui, la paix et la sécurité internationales. Il est essentiel de comprendre l'urgence d'agir et de bien agir, a-t-il ajouté précisant que des milliers de femmes et d'enfants en bas âge meurent tous les jours parce qu'un vaccin ou un médicament leur fait défaut. C'est injuste et inhumain, a-t-il dit, préconisant une redistribution plus équitable des richesses du monde.

Pour assurer la paix dans le monde, il faut favoriser le développement des pays les plus pauvres et créer un environnement politique et social stable en faisant participer l'ensemble des citoyens à la gestion de leur pays, a souligné M. Pereira Rosa. L'état de droit doit être consolidé pour permettre à chaque institution de fonctionner de manière structurée et efficace, en particulier la justice.

La Guinée-Bissau n'a pas échappé au cycle de violences et de crises qui semblent être l'apanage des pays africains, a-t-il également indiqué. Le conflit interne en 1998 était évitable, a-t-il assuré. Le Président de la Guinée-Bissau, qui s'est déclaré motivé par le courage de son peuple et le soutien des autres États africains, a lancé un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle aide son pays à faire face à ses besoins.

M. AL HADJI YAHYA JAMMEH, Président de la République de Gambie, a mis en doute la capacité de réaliser, d'ici 10 ans, les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les conditions de vie des enfants ne cessent de se détériorer à travers le monde, les économies des petits États s'effondrent sous l'effet de la flambée des cours du pétrole, a-t-il constaté. Il ne peut y avoir de développement en l'absence de paix, a-t-il estimé. M. Jammeh a rejeté l'idée d'un affrontement entre l'Islam et le reste du monde. « Le terrorisme n'est pas l'apanage de l'Islam », a-t-il affirmé, ajoutant qu'aucun bon musulman ne saurait avoir recours au terrorisme. Appelant les États Membres à la franchise, il a mis en garde ceux qui tendent à donner une légitimité au terrorisme. Selon le côté du mur où l'on se trouve, on parle d'acte terroriste ou de représailles, a-t-il expliqué, ajoutant que, quelles que soient les motivations, cela restait des actes horribles. Il a dénoncé à ce propos le système « deux poids, deux mesures ».

Estimant que le monde était beaucoup plus dangereux aujourd'hui qu'à la fin de la guerre froide, M. Jammeh a lancé un appel à l'interdiction et à l'élimination totale des armes nucléaires. Les grandes puissances, en conservant leurs armes nucléaires, poussent les autres pays à s'en doter, a-t-il estimé. La puissance d'une nation ne se mesure pas à l'aune des armes nucléaires qu'elle détient, mais à sa capacité de promouvoir la paix dans le monde, a-t-il conclu.

M. RICARDO MADURO, Président de la République de Honduras, a rappelé les deux défis auxquels son pays est confronté: la lutte contre la pauvreté et l'insécurité, notamment dans les villes. Pour le Président du Honduras, la lutte contre le terrorisme qui est aussi une préoccupation, débute par la lutte contre la criminalité et la délinquance. Une bataille dans laquelle nous sommes engagés, a-t-il indiqué. Le crime organisé adopte des formes diverses et souvent dégradantes, a-t-il ajouté, précisant que son pays se trouve « dans le couloir » du trafic de drogue. Bien que le Honduras ait effectué plus de saisies dans la dernière période que dans les neuf années précédentes, les résultats demeurent insuffisants. Les pays pauvres ont peu de chance de succès, a-t-il encore précisé, réclamant un appui plus direct de la coopération internationale.

Pour M. Maduro, la sécurité implique aussi la nécessité de respecter l'état de droit. Il a indiqué l'adoption récente au Honduras d'une loi sur la propriété, qui permet pour la première fois aux pauvres d'accéder à un titre de propriété, alors que 84% des Honduriens ne sont pas propriétaires. En outre, la sécurité implique également de bonnes relations avec ses voisins, afin de continuer à faire de l'Amérique centrale une zone de paix, a-t-il poursuivi, précisant que pour définir ses frontières terrestres et maritimes, son pays a eu recours à la Cour internationale de Justice de La Haye. Enfin, avec l'appui de l'Organisation des États américains, il a réussi à éliminer année après année toutes les mines de son sol, faisant du Honduras un pays libre de mines, se proposant à l'avenir de réduire les armes de guerre dans la toute la région et invitant les Nations Unies à soutenir ses efforts dans ce sens.

M. JORGE BATTLE IBANEZ, Président de la République orientale de l'Uruguay, a plaidé en faveur d'une réforme des Nations Unies, organisation, qui, à sa création, comptait 51 membres, contre 191 aujourd'hui. À cette époque, la planète comptait la moitié du nombre d'habitants actuels, qui atteindra bientôt neuf milliards. Il a indiqué que son pays, membre de l'Organisation depuis l'origine, comprenait le besoin d'examiner la réforme de la Charte afin que les nations qui ne représentaient pas alors ce qu'elles représentent aujourd'hui puissent assumer des obligations plus importantes dans les tâches inévitables que l'humanité nous impose maintenant. L'Uruguay, pays contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies parmi les plus importants du monde, est favorable à un partage plus large des responsabilités, a-t-il ajouté.

Le chef de l'État uruguayen a souligné l'importance de règles commerciales internationales plus justes et plus équitables dans le chemin vers la stabilité politique et sociale, aujourd'hui sérieusement en péril. Ceci est particulièrement important, a-t-il ajouté, depuis que l'on sait que les États prêchant et réclamant la liberté commerciale et l'ouverture des marchés imposent des obstacles, subventionnent leur production et concurrencent de manière déloyale des pays qui n'ont à offrir au monde que les fruits de leur terre et le fruit du labeur de leurs peuples. L'Uruguay, qui attache une grande importance à l'économie et aux questions financières, la preuve étant qu'il s'est sorti avec succès de la crise la plus importante de son histoire, renouvelle son soutien aux négociations de Doha et exprime le ferme espoir que leurs délibérations aboutiront à une ouverture plus grande des marchés, a souligné M. Ibanez.

M. PAKALITHA B. MOSISILI, Premier Ministre et Ministre de la défense et du service public du Royaume du Lesotho, a fait part de la préoccupation que lui inspire la poursuite des conflits armés en Afrique, notamment la situation en Somalie qui constitue à son avis une menace à la paix et à la sécurité internationales. Selon M. Mosisili, la prestation de serment du Parlement somalien de transition le 22 août dernier ouvre la voie à un réel relèvement de la Somalie. Ce processus ne doit pas être mis à mal par ceux qui cherchent à attiser la haine et la division, a-t-il affirmé. Par ailleurs, le drame humanitaire dans le Darfour, mais également la situation instable dans la région des Grands Lacs, et l'instabilité du processus de paix en République démocratique du Congo (RDC) figurent également parmi les préoccupations du Lesotho. M. Mosisili a réitéré l'appel du Secrétaire général pour que le Gouvernement de transition en RDC, le Conseil de sécurité et la communauté internationale travaillent de concert au règlement de ces crises.

Le Premier Ministre a également abordé la question de la pandémie du VIH/sida, qui a été reconnue depuis 2000 comme une catastrophe nationale au Lesotho. Il a en outre appelé à un soutien renouvelé pour le Nouveau Partenariat de l'Afrique pour le développement (NEPAD) qui constitue selon lui le cadre permettant d'atteindre les Objectifs du Millénaire. Dans ce contexte, l'initiative « Millenium Challenge Account » lancée par les États-Unis en direction des pays les moins avancés est louable, a-t-il estimé. M. Mosisili a par ailleurs apporté le soutien de son pays à la Cour pénale internationale et s'est dit satisfait de constater qu'elle avait lancé des enquêtes en RDC et en Ouganda.

M. LAWRENCE GONZI, Premier Ministre de la République de Malte, a plaidé pour la réforme des Nations Unies afin de renforcer l'institution, rappelant que des "événements récents" en avaient remis en question l'efficacité. Le Conseil de sécurité, a observé M. Gonzi, souffre de trois points faibles: il a du mal à inclure la composante du développement dans les questions de sécurité; la distribution régionale de son autorité est complètement déséquilibrée; et la grande majorité des pays membres – particulièrement les plus petits – y sont sous-représentés, a-t-il estimé. Il est urgent, a ajouté M. Gonzi, de remédier à ces faiblesses afin que le Conseil puisse continuer à jouer le rôle qui lui incombe. Il a également jugé que l'Assemblée générale devait se débarrasser de procédures et méthodes de travail bien trop gourmandes en temps. Le Premier Ministre de Malte a également souligné l'importance de la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales, notamment les Unions africaine et européenne. Évoquant le travail du processus Euroméditerranéen de Barcelone, qui vise à créer une zone de paix et de prospérité dans la région méditerranéenne et le Moyen Orient, M. Gonzi a salué le rôle joué par ce processus dans la récente décision de la Libye d'abandonner son programme d'armes de destruction massive. L'utilisation éventuelle de ce type d'armes à des fins terroristes a donné une nouvelle dimension à cette problématique, a-t-il ajouté. Soulignant l'importance de la lutte contre le terrorisme, M. Gonzi a cependant estimé que cette lutte pouvait nuire aux libertés fondamentales et à la dignité la plus élémentaire des êtres humains, ou distraire la communauté internationale de son engagement à promouvoir le développement économique et social des régions les moins favorisées.

M. ALHAJI ALIU MAHAMA, Vice-Président de la République du Ghana, a souhaité une démocratisation et une représentativité géographique plus équitable du Conseil de sécurité. Il a proposé que l'Afrique se voie attribuer deux sièges permanents et cinq sièges non permanents. Il a estimé, conformément aux objectifs du NEPAD, que la responsabilité de la lutte contre la pauvreté, la faim, l'analphabétisme et la marginalisation économique du continent, incombe d'abord aux Africains. Il a cependant assuré que ces objectifs ne pourraient être atteints sans un véritable partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale. Il continue à y avoir un paradoxe, a-t-il souligné, entre les déclarations, lors des sommets et conférences, pour un nouveau partenariat mondial et la persistance d'un système mondial asymétrique qui fonctionne contre les intérêts des pays en développement.

Concernant le commerce mondial, il a appelé les pays développés à des actions urgentes, comme l'élimination des subventions à leurs produits agricoles ou encore la diminution des droits de douane. Il a regretté que les efforts du Ghana pour lutter contre la pandémie du VIH/sida soient entravés par le manque de ressources pour éviter de nouvelles contaminations et soigner ceux qui vivent avec le VIH/sida, en particulier les femmes et les enfants. Il a enfin souligné que le Ghana était l'un des principaux fournisseurs de troupes aux opérations de maintien de la paix, sa première participation remontant à 1960, au sein de l'Opération des Nations Unies au Congo.

Mme SANDRA S. PIERANTOZZI, Vice-Présidente et Ministre de la santé de la République des Palaos, a tenu à remercier les Nations Unies qui ont aidé son pays à accéder à la souveraineté il y a 10 ans. Elle s'est réjouie de la tenue prochaine de la Conférence mondiale de Maurice, qu'elle a qualifié d'unique challenge des petits États insulaires en développement. Les images de palmiers sur fond de plages de sable blanc ne représentent qu'une face de l'histoire de notre île, a-t-elle indiqué, rappelant l'autre réalité, celle de son isolement qui rend très difficile l'autosuffisance économique. Le prix du carburant et des transports y est parmi les plus élevés du monde, et après quatre administrations coloniales successives, les infrastructures de mon pays demeurent incomplètes, a-t-elle expliqué. Mais le développement et la sauvegarde de l'environnement de Palaos dépendaient en fait de facteurs qui ne sont pas du ressort de mon pays, a-t-elle déploré, appelant les pays industrialisés à signer et ratifier le Protocole de Kyoto afin de freiner la destruction des ressources terrestres et maritimes de Palaos.

Le Prince héritaire ALBERT DE MONACO, a jugé impératif de donner à l'Organisation des Nations Unies les moyens de mieux répondre aux attentes des peuples du monde. La Principauté, a-t-il dit, soutient les initiatives qui visent à réformer le Conseil de sécurité. Un élargissement de celui-ci, portant aussi bien sur les sièges permanents que sur les sièges non permanents, est de nature, selon lui, à renforcer ses capacités de contribution aux tâches essentielles du maintien de la paix en assurant une représentation plus équitable des diverses régions de notre communauté internationale. Le Prince Albert a également souligné la nécessité d'œuvrer ensemble pour lutter de manière plus efficace contre la pandémie de VIH/sida. La Principauté renforcera sa coopération financière avec le programme ONUSIDA, a-t-il annoncé, espérant que la création en son sein du Fonds d'accélération des projets permettra de répondre à des besoins spécifiques, déterminés par les États bénéficiaires eux-mêmes.

Le Prince Albert de Monaco a par ailleurs plaidé en faveur d'un renforcement du droit international visant à garantir les droits de l'enfant et à en assurer une application plus effective. Il a invité les États Membres à adopter un instrument juridique qui permette de réagir contre l'impunité continuant de prévaloir pour l'enrôlement des enfants soldats, l'exploitation sexuelle des enfants et le commerce abject dont ils sont victimes. Le débat qui s'est tenu en juin dernier au Conseil de sécurité n'a fait que confirmer l'opportunité de cette réflexion, a estimé le Prince Albert.

M. ABDULLAH GÜL, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Turquie, a d'emblée plaidé en faveur d'une représentation plus juste, plus équilibrée et plus ouverte au sein du Conseil de sécurité. M. Gül a ensuite rappelé que son pays, qui a entrepris d'importantes réformes politiques et économiques au cours des deux dernières années, a déposé sa candidature pour un siège non permanent au Conseil de sécurité pour 2009-2010 qu'il souhaite obtenir avec le soutien de l'Assemblée générale. Pour ce qui est de la question constante de Chypre, M. Gül a regretté que le Plan de règlement proposé par le Secrétaire général et accepté par les Turcs chypriotes, ait été rejeté par les responsables grecs chypriotes. Toutefois, a-t-il ajouté, son pays restait fermement attaché à un règlement durable de la question et a exhorté le Conseil de sécurité à répondre positivement à l'appel lancé par Kofi Annan afin d'«encourager tous les États à coopérer aux niveaux bilatéral et multilatéral pour éliminer les obstacles qui tendent à isoler les chypriotes turcs et à entraver leur progrès ». M. Gül s'est par ailleurs prononcé en faveur d'une amélioration des relations avec la Grèce, qui, à son avis, devrait englober tous les domaines.

Concernant la situation dans le Sud du Caucase, le Vice-Premier Ministre a formulé l'espoir d'un règlement pacifique des conflits en Abkhazie et en Ossétie du Sud dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Géorgie. Il a également rappelé que son pays était favorable à une solution durable au conflit en Nagorno-Karabakh sur la base des principes fondamentaux du droit international, de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et du respect par le Gouvernement arménien des résolutions pertinentes des Nations Unies.

S'agissant de la question du Moyen-Orient, M. Gül a affirmé que la Feuille de route était l'unique cadre de règlement global du conflit israélo-palestinien. Il a par ailleurs souhaité que les importantes ressources financières mises à la disponibilité des Iraquiens et les efforts déployés par l'ONU ainsi que par la Turquie puissent faciliter la transition de ce pays vers la démocratie. M. Gül a conclu en plaidant en faveur d'une intensification de la coopération internationale pour combattre le terrorisme que subit son pays.

Mme BENITA FERRERO-WALDNER, Ministre des affaires étrangères de l'Autriche, a estimé qu'une réforme institutionnelle des Nations Unies était nécessaire pour qu'elles puissent jouer un rôle d'acteur multilatéral crédible dans un contexte de menaces nouvelles et plus complexes, tels l'émergence du terrorisme et la prolifération d'armes de destruction massive. À cet effet, Mme Ferrero-Waldner a affirmé qu'il était essentiel d'élargir et d'équilibrer la représentation du Conseil de sécurité, ainsi que d'augmenter la transparence. Afin que l'ensemble des peuples puissent s'identifier à ses décisions, il faut s'assurer que le Conseil reflète véritablement les cultures et régions du monde à travers une représentation accrue de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, a-t-elle ajouté.

Mme Ferrero-Waldner a également exprimé sa conviction que l'Union européenne devrait être représentée au Conseil de sécurité, et a signalé que l'Autriche était candidate à un siège de membre non permanent pour les années 2009 et 2010. Par ailleurs, la Ministre a développé le concept de « sécurité humaine » dans lequel s'inscrivent non seulement la protection contre les conflits et le terrorisme, mais également contre la faim et les maladies. Afin de promouvoir cette sécurité humaine, Mme Ferrero-Waldner a rappelé l'importance de s'attaquer aux racines des conflits, soulignant que la pauvreté mondiale, les inégalités, la propagation de maladies infectieuses, la compétition pour s'approprier des ressources limitées et la dégradation de l'environnement étaient autant d'ingrédients qui conduisaient au déclenchement de conflits.

M. SERGEY LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a estimé que personne ne peut plus exprimer le moindre doute quant à la nature réelle du terrorisme international. Par leurs attaques aux quatre coins de la planète, les terroristes se sont définitivement exclus du « monde civilisé » et ont violé les règles élémentaires de l'éthique humaine, a-t-il ajouté. Il a expliqué que la Fédération de Russie avait tiré de douloureuses conclusions de l'odieuse attaque de Beslan. Depuis les attaques de New York et de Washington, il y a trois ans, beaucoup a été fait dans la lutte antiterroriste, mais c'est encore peu, comparé à l'ampleur de la menace, a-t-il dit, appelant les États Membres à entrer dans une

nouvelle phase cruciale. La première priorité, à ses yeux, est le renforcement de la coalition antiterroriste. Il convient également d'établir une stratégie claire fondée sur un cadre juridique acceptable, a-t-il poursuivi, estimant que la lutte contre le terrorisme impliquait une actualisation du droit international, qui n'est pas gravé dans la pierre. Il est temps de renoncer au « deux poids, deux mesures », a-t-il déclaré. Affirmant que ceux qui assassinent des enfants ou qui détournent des avions sont tous de la même espèce, M. Lavrov a estimé que les décisions de l'ONU obligeaient chaque État Membre à s'assurer qu'il n'abrite pas des personnes liées aux terroristes. Il a réaffirmé l'engagement de son pays à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive, afin de s'assurer que les terroristes ne puissent y avoir accès. Il a également estimé que le terrorisme et le trafic de drogue allaient de pair. Il a ensuite appelé au renforcement du dialogue entre religions et civilisations. Les Nations Unies doivent jouer un rôle central dans la lutte antiterroriste, a-t-il enfin déclaré, en souhaitant une réforme rapide du Comité contre le terrorisme des Nations Unies, dont la Fédération de Russie assure actuellement la présidence.

M. Lavrov a souligné l'importance de parvenir à la réconciliation nationale en Iraq et il a proposé l'organisation d'une conférence internationale réunissant les principales forces politiques iraqiennes, les pays voisins, les membres du Conseil de sécurité et la Ligue arabe. Il a souhaité que les Nations Unies s'attaquent également à ces autres menaces à la sécurité et au développement durable que constituent la pauvreté et l'analphabétisme, terreau favorable à l'extrémisme. Concernant la sécurité environnementale, il a confirmé que son pays envisageait sérieusement de ratifier le Protocole de Kyoto. En conclusion, il a estimé que l'ennemi d'aujourd'hui n'était pas moins dangereux que la menace nazie, contre laquelle le « monde civilisé » s'était uni, il y a plus d'un demi siècle

M. JACK STRAW, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a souligné le besoin urgent de combattre le terrorisme mondial, une menace dirigée contre tous. Aujourd'hui, en Iraq, nous voyons encore l'ampleur des actes terroristes, a-t-il dit, précisant que la grande majorité des victimes du terrorisme dans ce pays étaient les Iraquiens eux-mêmes. Certaines de ces victimes sont des étrangers qui aident à la reconstruction de l'Iraq, a-t-il précisé, évoquant la situation de l'otage britannique Ken Bigsley et le sort de ses deux camarades américains, décapités par leurs ravisseurs. Revenant sur les divergences d'opinions, il y a 18 mois, concernant une intervention armée en Iraq, M. Straw a assuré qu'aucune nation n'était en faveur du terrorisme qui surgit aujourd'hui. Ce que tentent les terroristes en Iraq constitue, à son avis, une attaque contre les Iraquiens et tout ce que défend l'Organisation, à savoir la sécurité et les droits de l'homme. La menace du terrorisme se heurte aux démocraties, a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Straw a plaidé pour un élargissement du Conseil de sécurité à environ 24 membres, pour permettre à l'Allemagne et au Japon, qui contribuent à eux deux à hauteur de 28% au budget des Nations Unies, à l'Inde, qui représente un sixième de la population mondiale, et au Brésil, qui a manqué de peu ce statut en 1945, de devenir membres permanents. Le Secrétaire d'État britannique s'est également félicité de l'annonce faite plus tôt par le Ministre russe des affaires étrangères de la ratification du Protocole de Kyoto par la Fédération de Russie.

M. BRIAN COWEN, Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, a plaidé en faveur d'un système de sécurité collective plus efficace qui repose sur la légitimité des Nations Unies et de sa Charte. Il a accueilli favorablement le rôle croissant que jouent les organisations régionales et sous-régionales dans la gestion des crises sous l'égide du Conseil de sécurité en précisant que l'Union européenne s'est engagée à renforcer le rôle qu'elle joue dans la prévention des conflits et la gestion des crises. Lors de la présidence irlandaise de l'Union européenne, des progrès importants ont été faits pour mettre en œuvre la Déclaration conjointe sur la coopération en matière de gestion des crises. Il a été convenu en juin dernier que l'Union européenne mettra à disposition des Nations Unies une force de réaction rapide. Cette initiative devrait être mise en œuvre en 2005 pour un déploiement complet de 1 500 hommes d'ici 2007. M. Cowen a également abordé la situation en Iraq en précisant que son pays avait toujours estimé que les Nations Unies devaient jouer un rôle central dans le relèvement du pays.

Par ailleurs, les Gouvernements britanniques et irlandais continuent de travailler en étroite collaboration à la consolidation de la paix et de la stabilité en Irlande du Nord. La mise en œuvre pleine et entière de l'Accord du Vendredi Saint est la seule voie à suivre. Depuis les élections de novembre dernier, les deux gouvernements travaillent à régler une série de questions qui freinent tout progrès vers la paix, à savoir mettre fin aux activités paramilitaires, compléter le processus de démilitarisation de l'IRA, la mise en œuvre par le gouvernement britannique du programme agréé de normalisation et de démilitarisation, le partage des pouvoirs juridique et judiciaire, et la participation des parties aux institutions créées par

l'Accord. Il n'a pas été possible malheureusement de parvenir à un accord sur les institutions politiques mais les discussions se poursuivent à Belfast cette semaine. Le Gouvernement irlandais de son côté est disposé à apporter des modifications de nature à améliorer le travail des institutions.

M. MUSTAFA OSMAN ISMAIL, Ministre des affaires étrangères du Soudan, a affirmé que le Soudan était au seuil de la paix, avec la reprise, le 7 octobre, du dernier tour de négociations avec le Mouvement pour la libération du peuple du Soudan. Il a appelé la communauté internationale à participer à la reconstruction des régions dévastées par la guerre. Il s'est par ailleurs félicité du dialogue entamé au Caire avec les factions de l'opposition qui ont leur siège à Asmara. Alors que la paix est imminente dans le Sud, une nouvelle guerre a commencé au Darfour, a poursuivi M. Ismail. La rébellion, a-t-il expliqué, a commencé par terroriser les populations qui refusaient de rejoindre ses rangs. C'est, selon lui, ce qui a conduit les milices janjaouites à intervenir pour protéger les populations des tueries perpétrées par les rebelles, qui s'en sont pris également, a-t-il ajouté, au personnel humanitaire.

Le Gouvernement du Soudan a pris toutes les mesures nécessaires au rétablissement de la paix au Darfour, a assuré M. Ismail, citant l'envoi d'aide alimentaire, la levée des barrières administratives pour les travailleurs humanitaires, le déploiement de 10 000 policiers et l'ouverture de procès pour les auteurs de violations des droits de l'homme. Il a fait part de la détermination de son Gouvernement à oeuvrer pour un règlement pacifique du conflit, volonté manifestée par l'accord de cessez-le-feu signé en avril sous les auspices du Tchad, et par la signature d'un accord avec les Nations Unies lors de la visite du Secrétaire général à Khartoum en juillet. M. Ismail a estimé par ailleurs que les résolutions 1556 et 1564 du Conseil de sécurité, menaçant son pays de sanctions, avaient envoyé un message erroné aux rebelles et avaient conduit à l'échec des négociations d'Addis Abeba, puis d'Abuja, engagées sous les auspices de l'Union africaine. Il a exprimé l'espoir que la communauté internationale coopérerait avec le Soudan plutôt que d'adresser des menaces et des condamnations. « Nous n'avons rien à cacher », a-t-il affirmé, en se félicitant de la mise en place par les Nations Unies d'une commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Darfour. Il a cependant souhaité que cette commission travaille « professionnellement ».

M. PER STIG MOLLER, Ministre des affaires étrangères du Danemark, a estimé que les Nations Unies pouvaient jouer un rôle clef dans la reconstruction de l'Iraq. S'agissant des réformes que doit entreprendre l'Organisation, M. Moller a affirmé que le Conseil de sécurité devait refléter la réalité du monde d'aujourd'hui. Le Danemark, qui est candidat à l'élection au Conseil de sécurité lors de la session actuelle de l'Assemblée générale, assure que, s'il est élu, il travaillera à une meilleure intégration entre sécurité et développement, tout en renforçant le respect du droit international, a indiqué le Ministre. M. Moller a salué à cet égard la déclaration du Secrétaire général de l'ONU sur le respect du droit international, lors de la séance d'ouverture du débat général de l'Assemblée.

Toutefois, M. Moller a invité les Nations Unies à accorder la même priorité au rôle des civils qu'à celui des militaires dans la gestion des crises. Il a indiqué à ce propos que 40% des pays sortant de conflits retombaient ensuite dans la guerre, faute d'un rôle plus prépondérant des civils dans la gestion des crises.

Pour établir une paix durable, il faut s'atteler à la démobilisation et à la réintégration des combattants, aussi bien qu'à la reconstruction sociale, économique et juridique des sociétés déchirées par la guerre, a-t-il précisé.

Le Ministre s'est également prononcé en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, affirmant que, pour ce faire, il fallait établir un partenariat effectif entre pays industrialisés et en développement.

M. SOLOMON PASSY, Ministre des affaires étrangères de la Bulgarie, a affirmé que le Parlement, le Gouvernement et le peuple bulgares soutiennent la participation active de leur pays à la coalition mondiale contre le terrorisme, en appuyant tous les efforts déployés par les Nations Unies dans ce domaine, notamment les résolutions 1373 et 1267 du Conseil de sécurité. Concernant l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), il a précisé que les efforts qu'elle déploie louablement en faveur des pays de l'Europe du Sud-Est devraient être renforcés par la coopération internationale pour développer l'infrastructure de la région, notamment l'infrastructure de transport. S'agissant de la situation au Kosovo, M. PASSY a affirmé que son pays continuerait de coopérer activement avec la Mission des Nations Unies sur place afin de consolider l'émergence d'une société ouverte, démocratique et multiethnique. C'est pour cette raison, a-t-il ajouté, que son pays est en faveur de la mise en œuvre de la résolution 1244 du Conseil de sécurité et souhaite que les élections qui se tiendront le mois prochain

aboutiront à une solution durable. Pour ce qui est de l'Iraq, le Ministre a souligné que l'ONU avait un rôle prépondérant dans ce pays et s'est félicité des efforts déployés dans ce sens par la MANUI.

Le Ministre a par ailleurs exprimé le soutien de son Gouvernement aux réformes visant à rendre l'Organisation plus efficace, en affirmant que le 60^e anniversaire de l'ONU, l'année prochaine, devrait permettre aux États Membres d'adopter ces réformes

M. SHEIKH MOHAMMAD SABAH AL-SALEM AL-SABAH, Ministre des affaires étrangères du Koweït, a affirmé que la réforme et la restructuration des Nations Unies étaient devenues des impératifs dictés par des intérêts communs, afin de lutter plus efficacement contre la pauvreté, la prolifération des armes de destruction massive, les maladies et les conflits armés. Rappelant que le terrorisme avait pour cible « l'humanité tout entière » et qu'il s'agissait d'un « phénomène international », il a souligné que le recours à cette pratique n'était pas l'apanage d'une ethnie particulière. Si M. Al-Sabah a enjoint la communauté internationale à coopérer activement dans la lutte contre le terrorisme, il a également estimé qu'il fallait s'attaquer aux racines de ce fléau, pas seulement à ses retombées. Évoquant la situation délicate que connaissait l'Iraq, un an et demi après la fin de l'intervention militaire, M. Al-Sabah a exprimé son soutien au gouvernement de transition iraquien, dont le travail était crucial à son avis pour assurer la paix et la démocratie dans ce pays. Il a par ailleurs indiqué que le Koweït soutenait la résistance du peuple palestinien à l'égard de l'occupation israélienne, et a déploré que tous les efforts entrepris pour régler le différend se fussent heurtés à l'« intransigeance israélienne ». Le Ministre des affaires étrangères du Koweït a par ailleurs exhorté les pays développés à ouvrir leurs marchés aux pays en développement.

M. VUK DRASKOVIC, Ministre des affaires étrangères de la Serbie-et-Monténégro, a estimé que la lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes, y compris l'antisémitisme, devait être la priorité de tous. Il ne peut pas y avoir de terroristes « acceptables » comme on ne peut pas appeler les terroristes « combattants de la liberté ». Le Ministre a abordé par ailleurs les conséquences de la guerre qui a mené à la dislocation de la Yougoslavie, à savoir le chômage, la pauvreté, la situation tragique de 600 000 réfugiés, le désespoir des jeunes, un taux de suicide à la hausse et la situation désespérée des Serbes du Kosovo et de Metohija. Évoquant la situation au Kosovo et à Metohija, il a indiqué qu'au cours des cinq dernières années, plus de 2 500 Serbes avaient été tués ou enlevés, des églises et monastères vieux de plus de 400 ans avaient été détruits et 40 000 maisons avaient été brûlées. Plus de 200 000 Serbes et non-Albaniens ont été expulsés du Kosovo. M. Draskovic a exprimé sa reconnaissance au Secrétaire général et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour la science et la culture (UNESCO) pour leur décision de convoquer une conférence internationale de donateurs en vue de financer la reconstruction de ce patrimoine. Nous aspirons à bâtir un futur européen commun sur la base du dialogue, de la réconciliation et de l'égalité entre les nations, cultures et religions.

Insister sur la création d'un État souverain au Kosovo revient à nier la souveraineté de l'État de Serbie-et-Monténégro, a-t-il ajouté. Nous sommes disposés à travailler sur un accord relatif au statut du Kosovo et de Metohija mais nous n'accepterons pas de violation de notre souveraineté. En appliquant des normes unifiées, les Nations Unies contribueront également à aider le gouvernement démocratique de Serbie-et-Monténégro à remplir ses obligations au regard de la Cour pénale internationale. La nation serbe est innocente. Aucune des inculpés de crime de guerre n'a le droit de garder en otage une nation entière.

Droit de réponse

Le représentant de l'Espagne a fait part de sa « stupeur » en écoutant, hier, l'intervention du Premier Ministre de la Guinée équatoriale. Il a estimé qu'elle comportait des « accusations extrêmement graves » à l'encontre de son pays concernant l'organisation et le financement d'une tentative de coup d'État. Il a rappelé que son Gouvernement avait déjà démenti à de nombreuses reprises de telles accusations, auxquelles la Guinée équatoriale n'a pas apporté, à son avis, le début d'une preuve. L'Espagne respecte les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, a-t-il rappelé, réaffirmant la volonté de son pays d'entretenir les meilleures relations d'amitié et de coopération avec la Guinée Equatoriale.

Le représentant de la Guinée équatoriale a indiqué que sa délégation se réservait le droit de réponse et qu'elle présenterait sa réponse le moment venu.